

# La crise actuelle est aussi une histoire de trahison. Le cas Tsipras.

Liliane HELD-KHAWAM

6 septembre 2015



Tout est à vendre en Europe. Le casino de la haute finance l'a décidé et les gouvernants l'exécutent. C'est une colonisation d'un genre nouveau qui se fait par une financiarisation systématique. L'exemple qui a choqué le net il y a quelques années était celui du patron de Nestlé qui remettait en question la gratuité de l'eau de la planète.

La finance fixe une valeur à tout. Cela va des diverses dettes aux semences des plantes en passant par la privatisation des services publics, le rachat des patrimoines nationaux, etc. Il n'a échappé à personne que la finance est en train d'asservir la planète.

Cette financiarisation va bon train même si les populations n'en veulent pas. C'est dans ce face-à-face que réside l'immense enjeu du moment. Le 20ème siècle avait apporté au citoyen Européen la protection par un Etat-Nation qui veillait entre autres sur ses libertés fondamentales, son droit à la vie privée, son droit à la propriété privée et sur les biens communs.

Il a donc fallu y aller au marteau-piqueur pour faire tomber cet Etat-Nation, ses représentants et les principes élémentaires de la démocratie. Nous avons tous compris que les outils de production, les emplois, les PME/PMI voire l'économie réelle dans son ensemble sont tributaires de la toute-puissance de ces firmes-Etats appelées transnationales. Elles détiennent les processus de production sur le plan mondial, la finance - et ses circuits mondiaux - et la technologie qui promet avec assurance, voire arrogance, l'immortalité.

## EUROPE

Mais il existe aussi une stratégie toute en finesse qui s'intègre à toutes les étapes de cette mutation : la communication. Basée sur une connaissance approfondie à la fois historique, économique, géographique, psychologique, archétypale et linguistique de chaque région de la planète, elle offre un discours politique ciselé, adapté à la réalité locale du moment et crée un sentiment d'empathie. L'électeur qui se sent compris, croit alors aux remèdes proposés. Mais une fois les grands rendez-vous électoraux passés et que les solutions potentiellement valables ne sont pas appliquées, l'électeur n'a aucun moyen de se retourner contre celui qui l'a trompé.

Les Français sont par exemple gouvernés par des élus dont le discours est de gauche mais les actions posées relèvent d'un ultralibéralisme hyper-contrôlant. Ils financiarisent le pays à la vitesse V tout en mettant en place un système de contrôle des citoyens impensable dans une démocratie il y a encore quelques années.

La communication est donc un outil stratégique utilisé avec brio par les gouvernants pour à la fois rassurer les électeurs et répondre à la demande des maîtres incontestables du moment : les firmes transnationales et leurs technocrates.

La réalité se dédouble ainsi entre un discours politique rassurant et emplis d'humanité, et une réalité déshumanisée qui exclut toute démocratie dans les faits.

C'est dans ce décor de prise de pouvoir politique par la haute finance qu'éclate la tragédie grecque. Le peuple

grec soumis à une pression économique et financière intense va découvrir la manipulation psychologique qui devient in fine trahison.

Janvier 2015, Alexis Tsipras patron d'une gauche dite radicale est nommé premier ministre en Grèce. Allié à des nationalistes Alexis Tsipras devait défendre bec et ongles la Grèce contre l'austérité, l'accaparement par des firmes transnationales des richesses du pays tout en remettant en question une dette publique qualifiée d'injuste.

Il est le héros tant attendu y compris hors de Grèce. La communication, relayée par certains médias, va amplifier ses capacités, faisant croire à une personne fortement déterminée qui va révolutionner le monde de l'Union européenne, des banquiers, du FMI et consorts. Tout le monde voulait y croire. Et ce d'autant plus que le ras-le-bol des populations européennes face à la tyrannie des marchés financiers était généralisé et à son comble.

Une fois au pouvoir, Tsipras gesticule contre la légitimité des dettes publiques, la voracité des consortiums étrangers prêts à tout pour aller chercher les richesses naturelles dont regorge ce pays. Il y a bien eu aussi le moment où il a utilisé la remise de la dette allemande par les Grecs à l'issue de la 2ème guerre mondiale (effet psychologique garanti sur les Grecs mais aussi sur les Allemands). Les médias n'ont pas manqué d'en amplifier le phénomène Tsipras. Les peuples voisins de la Grèce, fortement échaudés par leurs propres gouvernants, observaient avec envie la très belle mise en scène.

C'est dans un contexte de grand espoir et même d'espérance que Tsipras s'est révélé. Le programme qu'il a présenté fin juin est celui qu'il met en place aujourd'hui. Une financiarisation outrancière de tout ce que le pays compte de biens et de richesses nationales. Dans son programme, Tsipras n'a pas demandé de remise des dettes publiques. Il s'est révélé digne des plus vertueux patrons de la Haute Finance internationale.

Pourtant entre le moment de la présentation à la Troïka de son projet et sa mise en place, Alexis Tsipras a posé un référendum. On a expliqué à l'envi que Tsipras demandait au peuple de le soutenir dans son refus des conditions de Bruxelles. Il avait besoin de laisser les principaux concernés se déterminer face à un engagement si lourd.

Pourtant et à sa grande surprise, le 5 juillet jour du référendum c'est un peuple Grec épuisé par un blocus financier et bombardé par toutes sortes de menaces de représailles qui a opté pour la résistance au côté de son héros. Une résistance forte soutenue et fêtée le dimanche 5 juillet au soir par des Grecs galvanisés. Leurs voisins européens n'ont rien raté du spectacle rêvant eux-aussi de libération de ce joug d'un nouveau genre.

Mais Tsipras n'était pas en réalité le héros auquel faisaient croire les beaux discours. Dès le lendemain du référendum, les observateurs, qui n'avaient pas lu son programme clairement pro-système, ont compris que les convictions affichées d'Alexis Tsipras n'étaient que de la « com' ». Un vulgaire programme électoral jamais suivi d'effets comme on en a tellement vu. Force est de constater que quels que soient les candidats et leurs argumentaires électoraux, ils mettent invariablement en place les désidératas de la Haute finance internationale après les élections.

C'est ainsi que le référendum tout comme le programme électoral de Tsipras n'était que du bluff, portant atteinte aux fondements de la démocratie.

C'est donc sans grande surprise que Tsipras a fait passer la dette publique à 200% du PIB du pays. Les mesures qui accompagnent cet accroissement de la dette sont mortifères pour le PIB à venir. Tout y passe : TVA, retraites, impôts etc. A tout ceci s'ajoute la vente du patrimoine public dont les revenus huilaient les finances publiques.

Ainsi Alexis Tsipras parachève le programme de ses prédécesseurs.

Le consortium allemand - Fraport-Slente I- qui achète aujourd'hui 14 aéroports régionaux juteux pour la ridicule somme de 1.23 milliards n'est autre que celui-là même qui devait les acquérir en 2014. Tsipras n'a fait que retarder la procédure de quelques mois.

D'autres consortiums attendent leur tour dont les fameux exploitants d'or canadiens. Car pour ceux qui ne le sauraient pas encore, la Grèce n'est pas pauvre du tout. Elle est même excessivement riche en ressources minières et fossiles. Confiner la Grèce dans le rôle de mendiant qui vit aux crochets de ses voisins est de l'intox

(un effet de « com' » de plus).

Ainsi, Tsipras satisfait actuellement les desideratas des marchés financiers grâce au soutien de l'opposition qui quitte son programme au parlement. Alexis Tsipras représente parfaitement l'inutilité de la démocratie européenne du 21<sup>ème</sup> siècle. Quoi que l'électeur fasse, il tombe régulièrement sur des exécutants des marchés financiers qui réussissent à le séduire par de beaux discours finement ciselés pour la culture locale. En psychologie, cela s'appelle de la manipulation.

Plus grave encore est l'impact de l'effet Tsipras sur les citoyens européens en général. Ce drame grec pourrait en fait mettre un terme à tout espoir populaire de préserver ses libertés et son patrimoine. Il peut clairement décourager toute opposition au grand casino. Des messages inconscients peuvent être du style : « inutile de vous exciter, vous ne pouvez que perdre » ; « aucune opposition politique ne peut réussir », « le marché financier peut tout » etc.

Or, un système qui verrouille toute alternative et toute opposition est totalitaire.

Actuellement, les médias détournent leurs projecteurs de Tsipras pour les fixer sur l'Allemagne coupable du malheur des grecs. La réalité est que Tsipras est le grand responsable du malheur actuel et surtout futur de son pays et de son peuple. Il avait toutes les cartes en mains pour dire non à l'Allemagne. Son peuple était prêt à le soutenir jusqu'au bout. Certains parlent de haute trahison ce que les faits tendent à démontrer.

La crise grecque a montré de manière caricaturale la manipulation psychologique dont est capable une très bonne communication portée par des individus charmeurs.

Il ne faut pourtant pas baisser les bras et croire que tout est figé. La première étape pour les temps à venir consiste à apprendre à repérer et connaître son véritable ennemi ainsi que ses faiblesses. C'est un casino anonyme certes mais qui n'a aucune existence sans la fortune, le travail et les impôts des citoyens. Les citoyens ont beaucoup plus de pouvoir que ce qu'ils peuvent bien imaginer.

Dernier point cet ennemi se cache derrière une myriade de sociétés anonymes, Fonds d'investissements et autres fondations. Mais il est très sensible à la lumière qu'il craint et qu'il fuit. Fixons donc les projecteurs sur lui plutôt que sur les peuples Grecs, Américains ou Allemands tous victimes du même monstre.

»» <https://lilianeheldkhawam.wordpress.com/2015/08/20/la-crise-actuelle-e...>